

Numéro 18 - 5 mai 2018

Supplément

Le Premier Mai à l'échelle mondiale

Les travailleurs du monde font valoir leurs revendications combattantes



Montréal, Québec

Partout dans le monde, à l'occasion du Premier Mai, la journée d'unité et de lutte de la classe ouvrière internationale, les travailleurs et les peuples opprimés présentent les revendications pour lesquelles ils luttent. Cette année, ils ont affirmé par leurs actions leur détermination à surmonter

les conditions terribles auxquelles ils font face, particulièrement en Asie, en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes. Par exemple, en Inde, 480 millions de travailleurs vivent dans de terribles conditions. Ils ont de la difficulté simplement à se procurer le strict nécessaire. Deux jours avant le Premier Mai, la Cour suprême a fait une observation très dure contre le gouvernement qui a amassé des milliards de roupies à dépenser pour le bien-être des travailleurs de la construction, mais n'a pas même dépensé un pour cent de cet argent. Plus de 90 % des travailleurs oeuvrent dans le secteur qu'on appelle informel, un secteur non organisé où aucun droit n'est reconnu. Les travailleurs, les fermiers, les employés de bureau et les gens de tous milieux unissent leurs efforts pour se sortir de cette impasse. De plus en plus de travailleurs réalisent que leur sécurité est dans l'action à la défense de leurs droits. Plusieurs commencent à réaliser qu'ils doivent rompre avec le processus politique et la constitution qui gardent la minorité riche au pouvoir.

Des situations semblables existent dans la plupart des pays parce que les travailleurs sont exploités brutalement par les minorités riches au pouvoir et n'exercent aucun contrôle sur les décisions qui affectent leur vie. Ils ont aussi clairement exprimé dans les citadelles impérialistes leur opposition à l'offensive néolibérale antisociale et à la marginalisation des travailleurs par rapport à la prise des décisions qui affectent leur vie. Au Canada et dans le monde, les travailleurs ont également exprimé leur opposition aux guerres d'agression et d'occupation des impérialistes américains et de leurs alliés dont le Canada et l'OTAN.

Au Canada et au Québec

Les actions au Québec et au Canada cette année ont mis en lumière l'abus de pouvoir flagrant dont fait preuve le système appelé démocratie représentative où les gouvernements s'assurent que les riches deviennent encore plus riches au détriment de la classe ouvrière et du peuple.



Au rassemblement du Premier Mai à Hamilton, les travailleurs ont exigé que les réclamations des employés passent avant celles des entreprises dans les cas de faillite.

Le recours aux pouvoirs d'exception de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC) empêche les travailleurs de trouver des solutions aux problèmes économiques et permet à ceux qui possèdent et contrôlent l'économie d'échapper à leurs responsabilités sociales. L'existence de la LACC est un aveu de la part de l'élite impérialiste qu'elle ne veut pas résoudre les problèmes de l'économie socialisée parce que les solutions requièrent une nouvelle direction et un objectif prosocial qui sert les intérêts larges de l'économie, le public et les travailleurs plutôt que les intérêts privés étroits de ceux qui dominent l'économie socialisée.

Les cartels financiers/industriels mondiaux utilisent la LACC comme une arme pour manipuler les échecs de l'économie afin de se répartir les avoirs accumulés des grandes compagnies et concentrer la richesse sociale et le pouvoir dans un nombre encore plus petit de mains et priver le peuple de ce qui lui revient de droit. Le mouvement ouvrier organisé déclare que cela doit cesser ! La classe ouvrière exige l'élimination immédiate et sans conditions de la LACC. Une enquête devrait être ouverte sur les injustices que la LACC a perpétrées pendant les vingt dernières années et donner lieu à une indemnisation des victimes qui ont subi des pertes sans raison et à la punition de ceux parmi l'élite dirigeante qui ont abusé de l'autorité de l'État pour le gain privé.



Un autre grand problème auquel les travailleurs font face dans les endroits de travail au pays est l'abandon de ce qu'on a appelé des « négociations de bonne foi » après la Deuxième Guerre mondiale, alors que ceux qui possèdent et contrôlent l'économie refusent de plus en plus de négocier avec les travailleurs pour atteindre un certain niveau de stabilité et de prévisibilité dans le cadre d'une convention collective ayant valeur juridique. Dans cette période de régression et d'offensive antisociale, les impérialistes ont décidé unilatéralement de faire échec aux négociations. Ils insistent pour

imposer leurs intérêts privés étroits sans que le travailleur ait son mot à dire et souvent en ayant recours aux pouvoirs de police de l'État pour imposer leur diktat en opposition à la négociation de tout accord. Cela crée une situation intenable pour les travailleurs qui répondent en se mobilisant dans l'action pour s'informer et se doter du pouvoir de décider.

Un autre sujet de grande préoccupation en ce Premier Mai est l'opposition à la création de conflits parmi les travailleurs et à leur criminalisation qui vise à faire échouer leurs prises de position contre l'impunité des intérêts privés. Le projet d'oléoduc de Kinder Morgan est un exemple flagrant de l'instigation des passions par l'État et du recours aux pouvoirs exécutifs de l'État contre le peuple pour l'empêcher d'exercer sa souveraineté et son pouvoir décisionnel. Kinder Morgan, le plus grand monopole de pipelines aux États-Unis, a annoncé le 8 février qu'il mettrait fin aux travaux non essentiels sur le projet d'oléoduc Trans Mountain d'une valeur de 7,4 milliards \$ qui va des sables bitumineux de l'Alberta à Vancouver. La compagnie dit que l'incertitude juridique qui entoure le projet pose un risque inacceptable aux investisseurs. Les gouvernements Trudeau et Notley ont dit qu'il faut défendre les droits des investisseurs et que c'est une question de sécurité nationale. Ils ont déclaré que l'oléoduc va être construit en dépit de l'opposition déterminée et du non-consentement de vastes sections de la population, surtout dans la grande région métropolitaine de Vancouver, dont celles préoccupées par l'environnement naturel, plusieurs nations autochtones et municipalités de la province directement affectées, l'Union des chefs indiens de Colombie-Britannique et le gouvernement de la Colombie-Britannique. Les gouvernements fédéral et albertain prétendent défendre la « primauté du droit » et les « arrangements constitutionnels » en vigueur et déclarent que l'oléoduc est dans l'intérêt national et un enjeu crucial pour l'économie canadienne.

Les Canadiens ne permettront pas que les passions soient attisées pendant que les pouvoirs de police sont mobilisés pour criminaliser l'opposition aux stratagèmes de l'oligarchie financière. Les travailleurs défendent le droit des peuples d'exercer l'autorité décisionnelle et leur souveraineté. Ils cherchent à créer une économie viable qui est une partie intégrante d'un environnement naturel et social durable.

Faire appel à l'État pour protéger l'impunité des intérêts privés va de pair avec le recours à des mesures comme la LACC. Cela fait cinq ans maintenant que les impérialistes allemands ont mis en lockout les travailleurs à l'usine de barres d'acier de Max Aicher North America (MANA) à Hamilton, qui avait appartenu auparavant à Stelco. Les impérialistes de MANA veulent que les métallos de la section locale 1005 acceptent un diktat fait de concessions adoptées sans aucune forme de résistance. Ils refusent de négocier avec les métallos et poursuivent la production d'acier avec des scabs. L'État leur a fourni une injonction pour rendre illégal tout piquetage effectif des métallos en lockout. Les travailleurs luttent pour rendre les gouvernements redevables de leur programme de payer les riches. C'est un programme par lequel ils ouvrent le Canada aux affaires en donnant toutes sortes de concessions. Ils permettent aux monopoles d'agir à leur guise au nom d'attirer les investissements puis criminalisent les travailleurs en déclarant qu'ils nuisent à l'intérêt national en défendant leurs droits. Les travailleurs n'acceptent pas cet état de choses et essaient de trouver des solutions qui leur permettent de défendre leurs droits et les droits de tous et non les privilèges des intérêts monopolistes privés. Depuis un an, des crimes ont été commis contre les travailleurs, dont l'infamie commise par Sears.

Dans la même veine, les impérialistes d'Alcoa/Rio Tinto qui contrôlent l'Aluminerie de Bécancour au Québec ont décidé d'imposer des concessions dans la convention collective et ont mis les 1030 travailleurs de l'aluminerie en lockout. C'est comme s'ils disaient : « Nous possédons plusieurs installations de production d'aluminium dans le monde et nous allons utiliser la production faite ailleurs pour écraser votre résistance et votre dignité. Capitulez ou bien nous allons détruire votre aluminerie. » Pendant ce temps-là, ils sont autorisés à ne pas payer à Hydro-Québec le bloc d'électricité qui leur est réservé à un prix subventionné.

Au Canadien Pacifique, l'élite dirigeante impérialiste sait très bien que le gouvernement Trudeau va déclarer illégal tout arrêt de travail et passer une loi de retour au travail contre les travailleurs du CP sans que ceux-ci aient pu s'entendre avec leur employeur sur des conditions d'emploi qui leur sont acceptables. Les travailleurs sont donc forcés maintenant de prendre un vote sur un contrat truffé de concessions qu'ils ont déjà rejeté et qui les avait poussés à voter un mandat de grève afin d'appuyer leurs propres revendications. L'opposition à cette approche devenue maintenant monnaie courante parmi l'élite dominante est aussi un trait saillant de ce Premier Mai. Les travailleurs du CP trouvent inacceptable qu'on essaie de leur imposer des reculs antisociaux et qu'on viole leurs droits de façon systématique.

Une des attaques les plus brutales faites en ce moment contre la classe ouvrière est ce qui se passe au Québec où l'Assemblée nationale adopte des lois pour criminaliser les travailleurs de la construction. Les travailleurs de la construction du Québec font face aux pouvoirs de police du projet de loi 152 proposé par le gouvernement libéral qui bafoue leur droit d'organiser collectivement sur les chantiers de construction. Les travailleurs de partout au Canada se joignent aux travailleurs québécois de la construction pour dénoncer d'une seule voix ces attaques. Partout au pays la lutte pour la sécurité sur les chantiers de construction s'intensifie et c'est aussi le cas dans tous les secteurs de l'économie.



Les travailleurs ont aussi utilisé le 28 avril, Journée de commémoration des personnes décédées ou blessées au travail pour mettre de l'avant leurs revendications. Ils ont participé à des cérémonies, des processions et des réunions pour renouveler leur engagement à affirmer leur droit à des conditions de travail saines et sécuritaires. Ils ont pleuré ceux qui ont été tués au travail ou sont morts de maladies professionnelles et discuté comment protéger les travailleurs accidentés et améliorer la santé et la sécurité dans tous les secteurs.

Les données officielles ont commencé à être publiées en tout ou en partie pour 2017 et elles font état d'une augmentation du nombre de décès au travail causés par un accident ou une maladie professionnelle. Les travailleurs ont souligné de manière éloquente que de plus en plus de décès et de blessures par accidents et maladies professionnelles ne sont pas rapportés à cause du climat de représailles qu'imposent les monopoles, en particulier dans les grands secteurs industriels. Les travailleurs ont exigé que les gouvernements fassent appliquer les normes et standards de sécurité et que les monopoles qui, par négligence, causent des pertes de vie parmi les travailleurs rendent des comptes y compris devant la justice. Ils ont aussi fait ressortir l'importance de reconnaître le droit des travailleurs accidentés à une indemnisation adéquate parce que leur situation s'est détériorée à cause de la privatisation des commissions d'indemnisation et des politiques immorales mises en place par les gouvernements.

Cette année, pour la première fois au Québec, plus de 200 camionneurs non syndiqués se sont rassemblés dans la municipalité de Yamachiche, pour commémorer leurs collègues de travail qui sont décédés et exiger la reconnaissance de leur métier, avec des normes de santé et sécurité appropriées, et la reconnaissance des accidents de la route dans lesquels les camionneurs sont impliqués comme des accidents de travail.

Le Premier Mai, ces revendications ont aussi été mises de l'avant. Les travailleurs et leurs collectifs ont affirmé leur détermination à intensifier leur lutte collective organisée à la défense de la santé et de la sécurité de tous les travailleurs. Le besoin de se doter du pouvoir de rendre les gouvernements redevables de leurs actes était présent dans l'esprit de tous. Aujourd'hui, les gouvernements permettent aux monopoles de s'en tirer à bon compte quand ils ont de plus en plus recours à une main-d'oeuvre non protégée et non organisée et qu'ils accroissent l'insécurité également dans les endroits de travail où les travailleurs sont organisés. Les travailleurs savent très bien qu'il est urgent de développer leur capacité de forcer les gouvernements à être redevables. Pour y arriver, il faut lutter pour le renouveau du processus politique qui porte présentement au pouvoir des gouvernements qui ne représentent pas les travailleurs.

Revue photo des actions du Premier Mai au Canada et au Québec

Colombie-Britannique

À Prince George, plus de 140 travailleurs, retraités, jeunes et membres de la communauté ont tenu leur 9e célébration et banquet annuels du 1er Mai. Des dirigeants syndicaux locaux ont informé la communauté des luttes actuelles des travailleurs pour leurs droits et une discussion a suivi sur l'expérience des travailleurs. L'événement a été consacré au 100e anniversaire de l'assassinat de Ginger Goodwin, un organisateur syndical et militant antiguerre bien connu qui a été assassiné par l'État canadien pour ses prises de positions militantes à la défense des droits des travailleurs et contre la guerre impérialiste. À Vancouver, une manifestation s'est déroulée au centre-ville de Vancouver à la défense des droits des travailleurs.

Vancouver



Prince George



Cumberland



Alberta

À Calgary et à Edmonton, les travailleurs ont tenu des rassemblements sur le thème « Organiser, s'unir et lutter » et ont soulevé la nécessité d'établir un gouvernement antiguerre.

Edmonton



STOP PAYING THE RICH
INCREASE INVESTMENTS
IN SOCIAL PROGRAMS!

BUILD THE
WORKERS'
OPPOSITION!

Calgary



Ontario

Un trait saillant des actions du 1er Mai à Toronto a été la manifestation de plus de 100 travailleurs à l'Aéroport Pearson International. Les travailleurs ont réitéré leur opposition à toute privatisation des aéroports et ont présenté la demande spécifique d'un service de transport public fiable 24 heures par jour, 7 jours par semaine de et vers l'aéroport. Ils ont défendu les droits de tous les travailleurs qui subissent des attaques en ce moment. Les travailleurs sont opposés aux mesures de réduction de coûts qui mènent à la détérioration des services et à l'augmentation des frais d'usager tandis que la détérioration des conditions de travail affecte aussi la sécurité du public.





À Hamilton, la section locale 1005 du Syndicat des Métallus a organisé une ligne de piquetage qui a débuté avant l'aube aux portes de Max Aicher North America (MANA) où ses membres sont maintenant en lockout depuis cinq ans et où l'usine fonctionne avec des scabs depuis trois ans. Aucune autorité publique n'a mis fin aux activités des propriétaires pour abus de pouvoir ou les a rendus redevables de leurs actions. Les travailleurs se sont rassemblés dans l'après-midi devant un immeuble du gouvernement fédéral pour dénoncer la situation à MANA et exiger des changements aux lois de l'insolvabilité qui sont un instrument du vol légalisé de ce qui revient de droit aux travailleurs.

Hamilton







Le 29 avril, à Windsor, s'est tenue la troisième Table ronde annuelle du 1er Mai, organisée par le District 9 de la Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario et la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario du Grand Essex. Le thème de la Table ronde était « Parlons en notre nom ». Les participants ont discuté des conditions de travail et des luttes des travailleurs dans l'esprit de développer leur unité d'action pour les luttes qui viennent. Une élection générale se tiendra en Ontario le 7 juin et le thème mis de l'avant « Parlons en notre nom » est particulièrement d'actualité pour que les travailleurs prennent eux-mêmes la parole sur la direction que doit prendre l'Ontario. Les travailleurs ont aussi tenu une marche dans laquelle ils ont appuyé tous les travailleurs présentement engagés dans des luttes pour leurs droits. Ils ont déclaré que « Notre sécurité est dans la lutte à la défense des droits de tous ». Ils ont aussi exprimé leurs aspirations à la paix sans intervention impérialiste dans les affaires des peuples.

Windsor





Provinces atlantiques

Les travailleurs d'Halifax ont tenu un rassemblement et une marche suivie d'une réception. Les événements ont été organisés par le Conseil du travail de Halifax-Dartmouth et du district.

Halifax



Québec

Le Premier Mai a été marqué dans différentes villes du Québec. À Montréal, environ 3000 travailleurs ont marché dans les rues du centre-ville le 28 avril, mettant de l'avant leurs demandes pour la dignité du travail. Ils ont en particulier dénoncé l'abus de pouvoir des monopoles comme Alcoa-Rio Tinto qui tiennent maintenant en lockout les travailleurs de l'Aluminerie de Bécancour depuis le 11 janvier. Ils ont aussi dénoncé les attaques du gouvernement, entre autres sa restructuration antisociale des services publics et des programmes sociaux qui a rendu les conditions de travail impossibles et impose une loi du silence aux travailleurs. Les manifestants ont aussi dénoncé les attaques contre les travailleurs de la construction. Les syndicats ont également utilisé la manifestation comme une préparation à l'élection générale québécoise qui doit se tenir en octobre 2018 en mettant de l'avant leurs demandes électorales comme l'augmentation du salaire minimum et l'augmentation des investissements dans les programmes sociaux.

Montréal





Revue photos des cérémonies et des réunions à l'occasion de la Journée de deuil à la Journée de deuil

Yukon

Whitehorse



Colombie-Britannique

Penticton



New Westminster



Alberta

Calgary



Manitoba

Winnipeg



Ontario

Windsor



Guelph



Hamilton





Elliot Lake



Ottawa



Nouvelle-Écosse

Halifax



Québec

Montréal



Revue en photos des événements du Premier Mai dans le reste du monde

Asie

Istanbul, Turquie





Beyrouth, Liban



Bagdad, Irak



Dhaka, Bangladesh



Mumbai, Inde



Lahore, Pakistan



Phnom Penh, Cambodia



Jakarta, Indonésie



Philippines

Manille





Baguio City



Taipei, Taiwan



Corée

Pyongyang



Songrim



Séoul



Tokyo, Japon



Océanie

Canberra, Australie



Afrique

Tunis, Tunisie



Rabat, Maroc



Piggs Peak, Swaziland



Nairobi, Kenya



Afrique du Sud

Vanderbijlpark



Soweto



Mandela Bay



Antananarivo, Madagascar



Amérique latine et Caraïbes

Cuba

La Havane







Matanzas



Granma



San Juan, Porto Rico



Mexico, Mexique



San Salvador, Salvador



Tegucigalpa, Honduras



Managua, Nicaragua





Quito, Équateur



Colombie

Bogota



Cali



Caracas, Venezuela





Oruro, Bolivia





Buenos Aires, Argentine



États-Unis

New York City, New York





Philadelphie, Pennsylvanie



Chicago, Illinois



Waukesha, Wisconsin





Minneapolis, Minnesota



Tucson, Arizona



Los Angeles, Californie



Oakland, Californie



Salem, Oregon



Europe

Londres, Angleterre



Paris, France





Hambourg, Allemagne



Lisbonne, Portugal



Espagne

Barcelone



Pampelune



Madrid



Turin, Italie



Athènes, Grèce



Moscou, Russie





(Photos: LML, MADOC, T. Farrell, TAWC, FTQ, Metallos, UNA, UFCW, TCP, Birlesik Metlis, TCP, Xinhua, MAI Fayyadh, SGSF, APWLD, A. Ali, Kilusang Mayo Uno, R.B. Tongo, KCNA, Mikyung, KFTU, Zenorer, COSATU, Swazi Labour Insight, COTU, Granma, AVN, Make the Road, WWP, MTEA, J. Brodsky, K. Hoffman, Carecen, Telesur, F. Barelli, id communism)



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca